

FR  
P-001883/2016  
Réponse donnée par M. Avramopoulos  
au nom de la Commission  
(1.6.2016)

Sans être expressément conçus pour répondre aux besoins humanitaires dans les États membres, le Fonds «Asile, migration et intégration» (AMIF) et le Fonds pour la sécurité intérieure (FSI) peuvent, en particulier par leurs mécanismes d'aide d'urgence, financer des activités à caractère humanitaire. Les activités proposées par les États membres pour un financement par ces fonds doivent être évaluées et peuvent être considérées comme éligibles pour autant qu'elles soient compatibles avec les objectifs généraux des fonds. Le budget initial de l'aide d'urgence au titre de l'AMIF et du FSI pour 2016, soit 189 millions d'EUR, a été renforcé par des dotations supplémentaires de 193 et 82 millions d'EUR. Une enveloppe totale de 464 millions d'EUR est donc disponible pour répondre aux besoins de financement les plus urgents des États membres en 2016.

En raison de l'ampleur de la crise des réfugiés et des besoins humanitaires qui en découlent, la Commission a proposé un nouveau règlement qui permet à l'UE de fournir une aide financière à des «partenaires humanitaires» chargés de mettre en œuvre des mesures d'urgence en complément des mesures prises par un État membre qui rencontrerait des difficultés financières ou opérationnelles pour gérer une situation humanitaire. Ce nouvel instrument d'aide d'urgence a été adopté par le Conseil le 15 mars 2016<sup>1</sup> et lancé le 19 avril 2016.

Les premiers projets, représentant 83 millions d'EUR à prélever sur l'enveloppe totale de 300 millions réservée pour 2016, sont consacrés aux besoins humanitaires urgents dans certaines zones géographiques de Grèce où se trouvent des réfugiés et des migrants et où des infrastructures d'accueil et d'hébergement sont disponibles ou seront mises en place. Les interventions s'inscrivent dans le cadre du consensus européen sur l'aide humanitaire et des politiques et approches connexes de l'UE, notamment en ce qui concerne la protection, les enfants en situations d'urgence, la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que l'hébergement, l'alimentation et l'éducation.

---

<sup>1</sup> COM(2016) 116 final: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52016DC0116&from=EN>